

Action sociale infos

Novembre 2023

La lettre d'information de l'action sociale du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer



A LA UNE



#seeph2023

Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées

La 27^e SEEPH dédiée à la sensibilisation et à l'action pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap se déroulera du lundi 20 au vendredi 24 novembre 2023

« La transition numérique : un accélérateur pour l'emploi des personnes en situation de handicap ? »

Qu'y a-t-il derrière ce thème ?

3 constats issus des évolutions permettent d'élargir les possibilités suivantes :

- le numérique comme opportunité d'emploi,
- les solutions de compensations permises par le numérique,
- l'accessibilité comme élément essentiel des conditions de travail.

Comment participer ?

- Chaque correspondant handicap peut organiser ou participer à des événements et pas forcément sur le numérique !
- Quiz, handicafé, jobdating, times'up handicap, jeux de simulation des handicaps...
- Des vidéos seront diffusées sur l'Intranet du MIOM, regardez-les !

Pour en savoir plus : <https://www.semaine-emploi-handicap.com/>

**Le Duoday
2023**

Le 23 novembre : 1 journée, 1 agent accueille 1 personne handicapée.

Vous participez ainsi à changer le regard sur le handicap, à lever les préjugés, à faire bouger les lignes pour davantage d'inclusion, de diversité, une société plus juste, meilleure pour tous.

Pour en savoir plus : <https://www.duoday.fr/>

Merci de votre participation !



Le DuoDay 2023, au sein du MIOM, est bien lancé !

Le ministère a déjà proposé plus de 340 duos, publiés sur le site duoday.fr

Le principe : 1 agent accueille 1 personne en situation de handicap sur 1 journée

Concrètement : la personne accueillie découvre votre métier, votre environnement professionnel et vous découvrez ses qualités et compétences professionnelles.

Il peut s'agir de personnes en recherche de stage, de contrat d'apprentissage, d'emploi. De votre côté, vous pouvez les accueillir même en l'absence d'un besoin de recrutement.

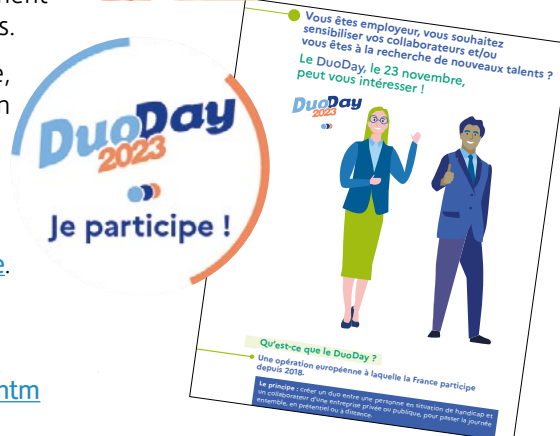
L'objectif : soutenir l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

Participez dès que possible en contactant :

- votre correspondant handicap local, si vous êtes en [administration déconcentrée](#).
- handicap@interieur.gouv.fr, si vous êtes en administration centrale.

Plus les offres sont publiées tôt sur www.duoday.fr, plus il y aura de candidats !

Pour en savoir plus : <https://www.duoday.fr/2-duoday-on-vous-explique-tout.htm>



ACTUALITÉS MIOM

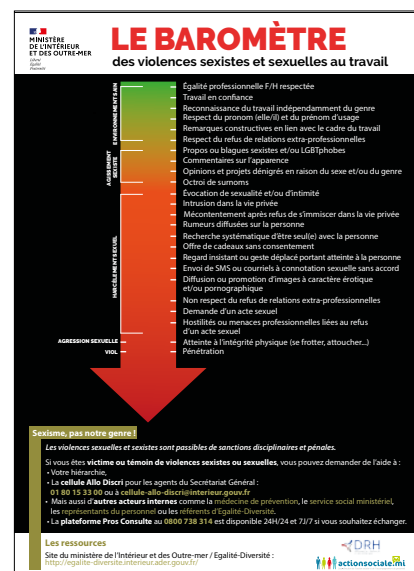
25 novembre : Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le baromètre des violences sexistes et sexuelles (VSS) au travail du MIOM a 1 an

Conçu comme un outil pratique de sensibilisation, le baromètre s'inscrit dans le plan d'action ministériel 2021-2023 pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes afin de mesurer et prévenir les violences sexistes et sexuelles dans le cadre professionnel.

Il doit permettre aux agents d'identifier différentes situations, de les qualifier selon leur degré de gravité et de susciter des échanges sur des situations concrètes. Une notice d'utilisation détaillant des exemples concrets vient compléter cet outil en proposant également une orientation vers les dispositifs d'aide, notamment les cellules d'écoute du MIOM.

N'hésitez pas à télécharger ce [baromètre](#) et l'afficher dans vos locaux !

Pour plus d'informations sur les outils de sensibilisation, connectez-vous sur le site Intranet égalité/diversité du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer/Cellules d'écoute : <http://egalite-diversite.interieur.ader.gouv.fr/>



Protéger les agents face aux risques de la vie !

15 € bruts vous sont versés depuis le 1^{er} janvier 2022 sur votre paie, si vous en avez fait la demande*, au titre de la participation du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (MIOM) au financement de votre complémentaire santé.

Ce versement n'est qu'un début vers un renforcement des garanties en matière de santé et de prévoyance, afin de mieux protéger les agents du MIOM et leurs familles en matière de santé et face aux risques de la vie : incapacité, invalidité, décès.

Afin d'y parvenir, la direction des ressources humaines a lancé une grande concertation avec les organisations syndicales, au mois de mai 2023, pour mettre en place le dispositif au 1^{er} janvier 2025.

Une nouvelle étape a donc été franchie en ce sens avec la signature de cet accord de méthode, le 19 octobre dernier, par le secrétaire général du ministère et l'ensemble des organisations syndicales.

***Vous n'avez pas encore effectué votre demande de versement des 15 € ?**

Consultez le site Intranet de l'action sociale / Rubrique « Actualités » : actionsociale.interieur.gouv.fr pour effectuer cette démarche au plus vite et toucher cette prise en charge rétroactivement.



Pensez au registre santé et sécurité au travail (RSST) !

Qu'est-ce que le RSST ?

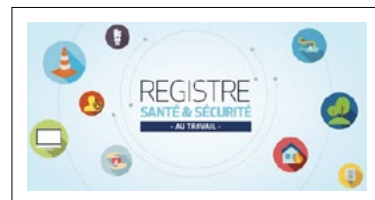
C'est un outil qui permet à chacun de devenir acteur au quotidien de la qualité de vie au travail en proposant un espace d'expression sur les questions de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Chaque agent peut signaler un dysfonctionnement ou une anomalie, inscrire les observations et suggestions qu'il juge opportun de formuler dans le domaine de la prévention des risques professionnels ou contribuer, par ses propositions, à l'amélioration des conditions de vie au travail.

Les mentions portées peuvent traiter de problématiques variées en termes de santé et de sécurité au travail : risques d'accidents corporels ou de maladies professionnelles, risques incendie, électrique, routier, psycho-sociaux, liés à l'environnement de travail et aux missions exercées (ambiance sonore et thermique, port de charges lourdes...).

Où le trouver et comment inscrire une mention ? Ce registre est accessible auprès des assistants et conseillers de prévention désignés dans chaque service. Un formulaire dématérialisé a également été récemment mis en place pour faciliter cette démarche. Il est disponible et téléchargeable sur le site intranet de l'action sociale en cliquant sur : <http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr/index.php/sante-et-securite-au-travail/962-le-registre>

Et après le signalement ? Les mentions portées sont examinées en formation spécialisée compétente. Elle est tenue informée des suites réservées à chaque mention portée, sous réserve qu'elle concerne les situations collectives de travail.



Campagne 2023 du droit à l'information « Retraite »

1- Présentation générale

Chaque année, l'ensemble des régimes de retraite organise une campagne d'information sur la retraite coordonnée par le GIP Union Retraite.

Lors de cette campagne, un document d'information est constitué automatiquement pour certains assurés en fonction de leur année de naissance. Ce document unique retrace les informations contenues dans le compte individuel retraite des assurés concernés.

Ce document est disponible sur le site inter-régimes : info-retraite.fr

> Assurés nés en 1973, 1978, 1983 ou 1988

Les relevés de carrière seront disponibles entre le mois de novembre et de décembre prochains.

Ce document leur permettra de faire le point sur les trimestres validés et les points acquis dans les régimes de retraite auxquels ils ont cotisé.

> Assurés nés en 1958, 1963 et 1968

Les estimations retraite seront disponibles à partir du mois de mars 2024 et intégreront les nouvelles dispositions de la réforme des retraites 2023.

Ce document contient, outre les trimestres validés dans chacun des régimes auxquels les assurés ont cotisé, des estimations de montant de pension selon différentes hypothèses de départ à la retraite.

Les assurés qui n'appartiennent pas aux générations servies en 2023 peuvent cependant obtenir à tout moment un document du droit information retraite en se connectant au site info-retraite.fr à la rubrique « J'accède à mon compte retraite ».

2 - La dématérialisation

> Pour les assurés possédant un compte sur info-retraite.fr

S'ils confirment l'option de dématérialisation inter-régime, ils recevront via leur espace personnel une notification les invitant à se connecter au portail pour récupérer leur document.

S'ils ne choisissent pas l'option de dématérialisation :

- Si le service des retraites de l'État connaît leur adresse électronique professionnelle, ils recevront un mail leur demandant de se connecter à leur espace personnel sur info-retraite.fr pour récupérer leur document.

- Dans le cas contraire, ils recevront une lettre leur demandant de se connecter à leur espace personnel sur info-retraite.fr pour récupérer leur document.

> Assurés ne possédant pas de compte sur info-retraite.fr

Si le service des retraites de l'État connaît leur adresse électronique professionnelle, ils recevront un mail les invitant à créer leur compte puis à se connecter à leur espace personnel sur info-retraite.fr pour accéder à leur document.

Dans le cas contraire, ils recevront une lettre les invitant à créer leur compte puis à se connecter à leur espace personnel sur info-retraite.fr pour accéder à leur document.

Les contacts et liens utiles :

ENSAP, pour vérifier vos données de carrière et de famille : <https://ensap.gouv.fr>

SRE (service des retraites de l'État) : <https://retraitesdeletat.gouv.fr>, rubrique « je contacte mon régime »

Tél. **02 40 08 87 65** (choix 2)

Portail inter-régimes : <https://www.info-retraite.fr>

RAFP : <https://www.rafp.fr>



Vaccination contre la grippe saisonnière : c'est maintenant !

L'épidémie de grippe survient chaque année en France au cours de l'automne et de l'hiver. Il s'agit d'une maladie virale très contagieuse. La vaccination est le meilleur moyen de s'en protéger.

Le vaccin est sans danger et a peu, voire pas d'effets secondaires (le plus souvent des réactions locales légères et transitoires, plus rarement de la fièvre, douleurs musculaires ou articulaires, céphalées). Il ne peut pas donner la grippe car les virus contenus dans le vaccin ne sont pas vivants. Les souches de virus de la grippe en circulation ne sont pas les mêmes d'une année sur l'autre. C'est pourquoi il faut renouveler le vaccin contre la grippe chaque année.

Une campagne de vaccination antigrippale gratuite au profit de l'ensemble des agents du ministère est organisée au sein des services médicaux de prévention comme chaque année.

En administration centrale, le calendrier est consultable sur le site Intranet de l'action sociale/Actualités : actionsociale.mi

En préfecture, s'adresser au service d'action sociale du Secrétariat général commun départemental pour en connaître les modalités.



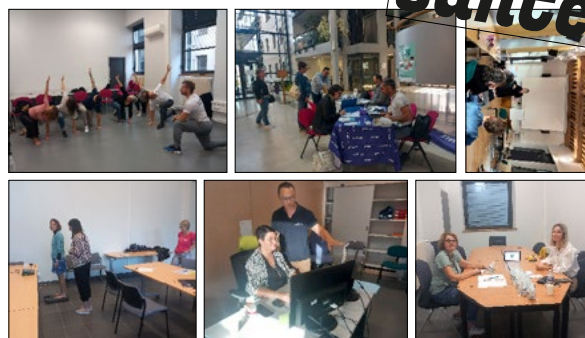
Journée prévention santé (JPS) le 12 octobre 2023 dans l'Ain (01)

Le 12 octobre dernier s'est déroulé une JPS dans les locaux de la direction départementale du territoire (DDT) de l'Ain, en partenariat avec les mutuelles Intérieure et MGP.

Cette journée organisée par le Secrétariat général commun départemental (SGCD) avec l'appui de la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel/DRH, était ouverte à l'ensemble des agents du périmètre de l'administration territoriale de l'État (ATE) de l'Ain.

Après un accueil café proposé par Vincent Patriarca, directeur de la DDT01, les salles de réunion du site Bourgmayer à Bourg-en-Bresse ont été mises à disposition, permettant ainsi une organisation sur un seul site de 6 ateliers thématiques qui ont rythmé la journée, à savoir :

- ergonomie sur poste de travail ;
- étirements et réveil musculaires ;
- gérer son stress par la respiration ;
- dépistage du stress ;
- sommeil et technique de récupération ;
- analyse de la composition corporelle.



Autant de sujets de santé que les agents ont eu l'occasion d'aborder en groupe ou individuellement. Plus de 140 agents ont participé à ces ateliers animés par des intervenants : ergonome, diététicien, sophrologue et professeur de sport.

Cette journée a été très appréciée et a rempli l'objectif d'apporter différents conseils et recommandations aux agents pour se sentir bien au quotidien. Ces actions pourront être réinvesties autant dans la sphère professionnelle que personnelle.

Contact : Brigitte Bettoum, assistante du médecin de prévention / Bureau interministériel de la prévention, de la formation et de l'action sociale / SGCD à la préfecture de l'Ain (01).

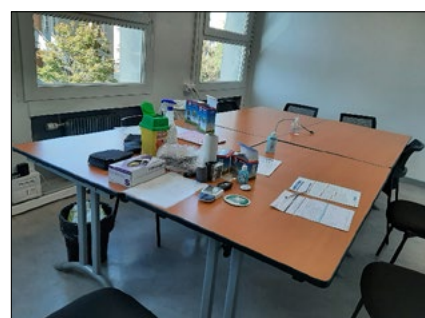
Mél. sgc-medecineprevention@ain.gouv.fr

Journée prévention santé (JPS) à la Préfecture de la Haute-Savoie (74)

Le Secrétariat général départemental commun (SGCD) de la Haute-Savoie a organisé une JPS, en lien avec l'UOPS et la mutuelle Intérieure, le 28 septembre dernier en faveur des agents de la préfecture et du SGCD de la Haute-Savoie autour de la thématique « dépistage du diabète et des maladies cardiovasculaires ».

Au cours de cette journée, un dépistage gratuit du diabète et du cholestérol a été proposé aux personnels, suivi éventuellement d'une consultation d'une diététicienne.

Cette action de prévention a rencontré un vif succès : 32 agents ont pu ainsi bénéficier d'un dépistage, échanger sur leurs problématiques avec une infirmière et obtenir des conseils individualisés.



Contact : Pôle gestion des compétences / Action sociale et prévention - Mél. sgc-action-sociale@haute-savoie.gouv.fr

8^e édition du « Mois sans tabac »

Santé publique France lance la 8^e édition de sa campagne nationale « Mois sans tabac » qui a pour but d'inciter les fumeurs à relever le défi.

Désormais incontournable, ce dispositif offre aux fumeurs un accompagnement au sevrage jour après jour.

Ils reçoivent des conseils quotidiens de professionnels de santé pour arrêter de fumer, ainsi qu'un kit gratuit d'aide à l'arrêt.

Faire aussi bien qu'en 2022 : plus de 162 000 personnes, soit 1,4 % des fumeurs quotidiens en France se sont inscrits en ligne l'an passé.

En administration centrale, des consultations sont à votre disposition au service de la médecin de prévention à Beauvau, y compris en téléconsultation.

Contact : 01 40 07 25 00 ou 01 40 17 27 40

Mél. infirmieres-beauvau@interieur.gouv.fr



A noter : le tabagisme, est la première cause évitable de mortalité par cancer et entraîne la survenue de maladies respiratoires, facteur de risque central des maladies cardiovasculaires précoces.
Le tabac tue 75 000 personnes en France chaque année.

Pour en savoir plus :

Tabac et santé : <https://cnct.fr/tabac-sante/tabagisme-actif-premiere-cause-evitable-de-mortalite-prematuree/>

Ministère de la santé et de la prévention : <https://sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/8eme-edition-de-mois-sans-tabac-les-inscriptions-sont-ouvertes>

Tout savoir sur le kit : <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/tabac/documents/outils-d-intervention/mois-sans-tabac-le-kit-pour-arreter-de-fumer>

Site Intranet de l'action sociale/Page actualités : actionsociale.mi

JE REPRENDS LE CONTRÔLE !

Pour être **aidé**, pour **s'informer**, contactez votre médecin de prévention.



Site Intranet de l'action sociale : www.actionsociale.interieur.ader.gouv.fr
/ Réseaux / La médecine de prévention / L'organisation du réseau

Nutrition : manger de saison chaque mois !

Au-delà de leur impact écologique moindre (réduction des transports et des équipements nécessaires à leur conservation), la consommation des fruits et légumes de saison, c'est aussi de meilleurs apports nutritionnels, sans oublier le goût !

Pour en savoir plus :

Site Santé publique France :

www.mangerbouger.fr





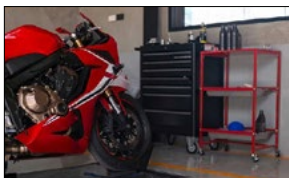
VIE PRATIQUE

Le contrôle technique pour les deux-roues sera mis en place progressivement à partir d'avril 2024

Un arrêté publié au Journal officiel le 24 octobre 2023 détermine le calendrier de mise en application du contrôle technique obligatoire pour les deux-roues, trois-roues et quadricycles motorisés. La mise en place de ce contrôle est échelonnée selon l'ancienneté des véhicules, afin d'éviter un encombrement au sein des centres de contrôle.

Un contrôle technique périodique obligatoire s'appliquera à partir du 15 avril 2024 aux véhicules de catégorie L. Ainsi, sont notamment concernés :

- les cyclomoteurs ;
- les motos ;
- les scooters ;
- les tricycles à moteur ;
- les quadricycles légers et lourds.



Le contrôle technique pour les véhicules de catégorie L sera mis en place progressivement, selon le calendrier suivant :

- si votre véhicule a été immatriculé avant le 1^{er} janvier 2017, son premier contrôle sera à réaliser au plus tard le 31 décembre 2024.

Si votre véhicule a par ailleurs été mis en circulation avant le 1^{er} janvier 2017 et que la date anniversaire de sa première mise en circulation est avant le 15 avril, ce contrôle sera à effectuer entre le 15 avril et le 14 août 2024 ;

- si votre véhicule a été immatriculé entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019, son premier contrôle devra être réalisé en 2025 ;
- s'il a été immatriculé entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2021, son premier contrôle devra être réalisé en 2026 ;
- si votre véhicule a été immatriculé après le 1^{er} janvier 2022, il faudra effectuer son premier contrôle technique dans les 4 ans et demi à 5 années qui suivent sa mise en circulation.

À noter : les motos utilisées dans le cadre de compétitions sportives, et appartenant à une personne titulaire d'une licence délivrée par une fédération sportive, ne sont pas concernées par la mise en place de ce contrôle technique.

Pour en savoir plus : Source / service-public.fr

Réparation d'appareils électroniques et d'électroménager : les montants du bonus augmentent !

Le bonus réparation vous permet de bénéficier d'une réduction sur votre facture lorsque vous apportez chez un réparateur labellisé un produit électrique ou électronique, qui n'est plus couvert par une garantie. Le ministère de la Transition écologique a annoncé, à compter du 1^{er} janvier 2024, une augmentation, voire un doublement, des montants de cette aide, notamment pour les téléviseurs ou les lave-vaisselles.

L'objectif du bonus réparation, mis en place en décembre 2022, est d'inciter les particuliers à choisir de réparer leurs équipements plutôt que de les remplacer, lorsque cela est possible. Ce bonus ne s'applique qu'à des produits qui ne sont plus sous garantie.



Pour en savoir plus : Source / service-public.fr



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Qu'est-ce que le forfait mobilités durables ?



Le forfait mobilités durables vise à prendre en charge tout ou partie des frais engagés par les agents au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail à l'aide d'un mode de transport alternatif et durable.

Le décret 2022-543 du 13 décembre 2022 en fixe les nouvelles modalités : rehaussement du forfait à 300 €, cumul avec l'indemnité de transports en commun et ouverture à d'autres modes durables pour les trajets domicile/travail [vélo, covoiturage, engin personnel de déplacement motorisé si le moteur est non thermique, véhicules à faible émission en autopartage].

NB : Sont exclus du forfait mobilités durables les agents bénéficiant :

- d'un logement de fonction ou d'un véhicule de fonction ;
- d'un mode de transport gratuit entre le domicile et le lieu de travail.

Comment l'obtenir ? Pour la pratique du vélo, une simple déclaration sur

l'honneur du nombre de vos trajets domicile-travail effectués par an suffit. Rapprochez-vous de votre référent RH pour remplir le formulaire avant le 31 décembre de l'année en cours.

Il y a tant de bonnes raisons de passer au vélo !

Pour en savoir plus sur le site du [Développement durable du MIOM](https://developpementdurable.miom.fr)
Site du service-public.fr : [Forfait mobilité durable](https://service-public.fr)



Savez-vous que depuis le 1^{er} janvier 2022, le forfait mobilités durables est passé de 200 à 300 € ? De plus, ce forfait est maintenant cumulable avec l'indemnité de transports en commun.



SGAMI Sud-Est : des agents sensibilisés à l'utilisation du défibrillateur lors de la journée mondiale du cœur le 29 septembre dernier



Cette journée fut une occasion parfaite pour faire le point sur les Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) des différents sites du SGAMI Sud-Est. Chaque année, entre 40 000 et 50 000 personnes sont victimes de mort subite en France, soit environ 130 décès par jour. Près de 6 000 de ces victimes pourraient être sauvées par une intervention rapide.

Qu'est-ce qu'un défibrillateur ?

Un DAE est un dispositif médical qui aide à la réanimation de victimes d'arrêt cardiaque. Accompagné d'un massage cardiaque, il contribue à augmenter significativement les chances de survie.

L'objectif est d'administrer un choc électrique pour rétablir un rythme cardiaque normal.

Grâce à une assistance vocale l'utilisateur du DAE est guidé pas à pas : du massage cardiaque au placement des électrodes. C'est lui qui fait le diagnostic et décide de la nécessité de choquer ou pas la victime.

Le vendredi 29 septembre dernier, deux sessions de démonstration d'utilisation du DAE ont été organisées au SGAMI Sud-Est, sur le site Gouverneur (Lyon).

Sylvain Le Bihan, infirmier coordinateur du service médico-social, est venu présenter aux agents les réflexes à avoir lorsque l'on se retrouve face à une personne inconsciente et qui ne respire plus.

Une démonstration et des exercices ont été proposés afin de permettre aux agents présents de se sentir le plus confiant possible si une situation d'urgence devait un jour se présenter.

Retrouvez ici en vidéo [ce geste qui sauve](#)

Prenez le temps de repérer le DAE de votre lieu de travail en cliquant sur ce visuel !



Et vous, comment va votre cœur ? Savez-vous sauver ?

La fédération française de cardiologie vous propose **deux tests de 5 minutes** en cliquant sur les visuels :

Pour plus d'information : sgami-se-em-prevention@interieur.gouv.fr

Site Intranet SGAMI Sud Est : <https://intranet.sgami-se.interieur.rie.gouv.fr/index.php/actualites-sgami-se/2633-journee-mondiale-du-coeur-29-septembre-2023>



Contact : **Sarah Davenne**, conseillère de prévention au SGAMI Sud Est.

Mél. sgami-se-em-prevention@interieur.gouv.fr

Territoire de Belfort (90) : lutte contre la sédentarité

Le secrétariat général départemental commun (SGCD) du Territoire de Belfort a conduit, depuis mars 2023, une action destinée à lutter contre la sédentarité.

Animées par un coach athlète santé, éducateur sportif breveté d'État, ces séances ont regroupé sur plusieurs semaines près de 80 agents au périmètre de l'administration territoriale de l'État (préfecture, SGCD, direction départementale des territoires (DDT) et direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations [DDETSPP]).

Elles se sont organisées de la manière suivante :

- une partie théorique sur la diététique et les idées reçues sur les aliments ;
- des séances de renforcement musculaire avec tapis de sol et ballon swiss-ball ;
- une initiation à la marche nordique.

Quelques photos prises lors des différentes sessions illustrent cette action, appréciée des agents et qui pourrait être reconduite, notamment les séances de marche nordique.

Contact : **Alice Piquet**, apprentie au service ressources humaines (SRH)

en Territoire de Belfort - Mél. alice.piquet@territoire-de-belfort.gouv.fr



Don du sang à la préfecture de la Savoie (73) : forte mobilisation des agents

Le Service d'action sociale du Secrétariat général commun départemental a organisé une nouvelle opération le mardi 26 septembre dernier de 7 h 30 à 11 h 00 à la préfecture, après le succès des deux premières collectes en septembre 2022 et mars 2023.

Comme les dons de sang précédents, il était destiné aux agents de la préfecture, des deux directions départementales interministérielles, du Secrétariat général commun départemental, et du périmètre de la Police nationale en poste à Chambéry. Les agents du conseil départemental de la Savoie avaient également été invités à participer.

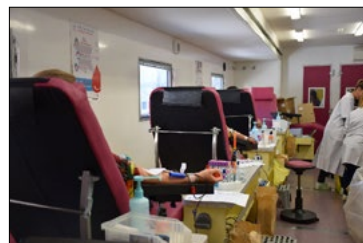
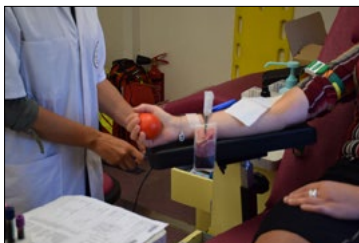
Donner son sang est un acte citoyen, solidaire et libre qui permet de répondre à des besoins quotidiens de manière bénévole.

Tous les créneaux ouverts ont été pourvus : 52 agents ont saisi l'opportunité d'aider les patients qui en ont besoin.

L'Établissement français du sang est très satisfait de cette opération, qui a permis de mobiliser 7 nouveaux donneurs.

La prochaine collecte est prévue au printemps 2024. Merci à tous les donneurs pour leur générosité !

Contact : Catherine Simonin, cheffe du Service départemental d'action sociale (SDAS)/SGCD 73 à la préfecture de la Savoie.
Mél. catherine.simonin@savoie.gouv.fr



Une équipe des Ardennes (08) aux foulées roses pour la lutte contre le cancer du sein

Cette année encore, le dimanche 1^{er} octobre, les agents de la préfecture et du Secrétariat général commun départemental (SGCD) des Ardennes ont constitué une équipe pour participer aux foulées roses promouvant la prévention et la lutte contre le cancer du sein.

Sous le soleil et dans une ambiance très festive et musicale, ce parcours de 5,5 km entre Villers-Semeuse et la place Ducale de Charleville-Mézières a réuni 700 participants solidaires en marchant ou en courant.

Cette course s'est déroulée en même temps, et sur la dernière partie du parcours de la 103^e édition du Sedan-Charleville, manifestation bien connue des Ardennais et plus ancienne course de ville à ville.

Contact : Sylvie Lorriette, directrice adjointe SGC à la préfecture des Ardennes (08).
Mél. sylvie.lorriette@ardennes.gouv.fr



Sensibilisation au dépistage du cancer du sein et à la pratique de l'auto palpation mammaire en Creuse (23)

Dans le cadre d'octobre rose, le pôle action sociale du Secrétariat général commun départemental (SGCD) de la Creuse a organisé, le 20 octobre dernier, une journée de sensibilisation du dépistage du cancer du sein pour l'ensemble des agents du périmètre de l'administration territoriale de l'État.

Une dizaine d'entre-eux ont participé à cette action associant sensibilisation du dépistage du cancer du sein et pratique de l'auto palpation mammaire.

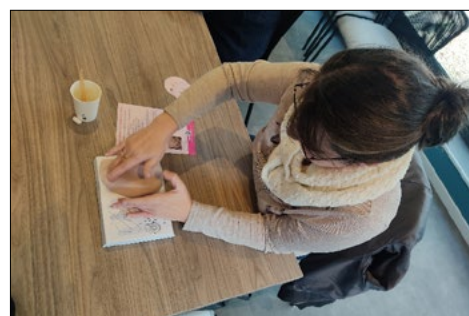
Le Dr Kappella, Président de l'association « Rose en Marche » et gynécologue a exposé les généralités du cancer du sein et l'intérêt du dépistage. Marie Austin, animatrice et membre de l'association « Rose en marche » a ensuite proposé aux agents de s'exercer à l'auto palpation mammaire sur des seins en silicone.

Un temps d'échange convivial a eu lieu pour clôturer cette session.

Contacts : Corinne Billard, responsable de l'action sociale et de la médecine de prévention, SGC de la Creuse.

Mél. sgc-action-sociale@creuse.gouv.fr

Association « Rose en marche » : roseenmarche@orange.fr



Immobilier et gestion de son budget à la préfecture du Val-d'Oise (95)

En partenariat depuis mars 2023, le SGCD du Val-d'Oise et le Groupe Crédit social des fonctionnaires (CSF) ont mis en place plusieurs actions pour accompagner les agents.

Pour rappel, le CSF est une association dont la vocation est d'aider, d'accompagner et d'offrir des solutions personnalisées dans le domaine du logement, du prêt immobilier, mais aussi dans la lutte contre le mal endetté.

Le premier temps fort de ce partenariat a été le forum de l'habitat le 6 avril dernier à la Préfecture du Val-d'Oise. Cette manifestation a permis aux agents de rencontrer plusieurs acteurs du logement sur un même lieu : CDC Habitat, IAD France, Logipostel, l'Adil 95 et le Groupe CSF. Cet événement a été dupliqué dans un format adapté dans les sous-préfectures de Sarcelles et Argenteuil.

Suite à cela, le Groupe CSF a proposé deux permanences conseils téléphoniques pour échanger en toute confidentialité avec des conseillers spécialisés dans le domaine du budget, de l'accession et du financement.

Afin de sensibiliser davantage les agents, l'équipe du bureau de l'action sociale et de la formation a souhaité mettre en place une action-formation à destination des assistantes sociales et des gestionnaires action sociale du périmètre ATE.



L'idée majeure était d'initier les acteurs au jeu « Dilemme » : un programme d'éducation financière pour apprendre de manière ludique la gestion de budget. Cet outil pourrait être utilisé dans un cadre de forum « pouvoir d'achat » à destination des agents.

Enfin, un webinaire dédié au regroupement de crédits a eu lieu le 3 octobre 2023.

Plusieurs projets sont en cours de réflexion entre le SGCD 95 et le CSF pour répondre au mieux aux besoins et aux attentes des agents pour l'année 2024.

Les premiers retours des agents sont déjà très positifs, ce qui est de bonne augure pour les prochains événements.

Contact : Agnès Lenglet, cheffe du bureau de l'action sociale et de la formation/Pôle Ressources Humaines/SGCD à la préfecture du Val-d'Oise (95) - Mél. agnes.lenglet@val-doise.gouv.fr

La SRIAS Île-de-France et le Crédit social des fonctionnaires (CSF)

> Vous avez un projet immobilier ?

2 Permanences « Conseil téléphonique » sont organisées du **7 au 9 novembre** et du **14 au 16 novembre 2023** de **8 h 30 à 18 h 00** pour l'ensemble des agents de la Fonction publique d'État d'Île-de-France.

Un **WEBINAIRE** sur la thématique « Regroupement de crédits » est organisé le **vendredi 10 novembre 2023** à 13 h 00.

Coordonnées et modalités d'accès sur le site de la SRIAS Île-de-France :

<http://srias.ile-de-france.gouv.fr/fre/LOGEMENT/CSF-Conseil-telephonique>

La préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon (975) a connu une semaine forte en activités physiques et sportives

Ayant à cœur la cohésion entre les agents, l'amicale de la préfecture, **Ami'Pref**, a proposé aux agents de participer à deux actions.

> **Le 8 octobre 2023**, plusieurs épreuves étaient proposées pour la **1^{re} édition du trail de la diagonale du caillou** :

- un trail individuel de 30 km « La grande traversée » ;
- un relais en équipe de 3 sur 30 km « Le trail des pieds rouges » ;
- un relais en équipe de 2 sur 10 km « La Maca'run » ;
- une marche de 10 km.

Deux équipes de trois agents étaient inscrites au trail des pieds rouges : les « **Préf'érable** » et les « **Préf'érance** ». Elles se sont positionnées respectivement deuxième et troisième au classement par entreprise.

Ce défi s'est déroulé dans une très bonne ambiance, suivi d'un moment de partage autour d'un repas apprécié par les courageux !

> **Le 12 octobre 2023**, une **rencontre de football** a été organisée entre des agents de la préfecture volontaires qui ont affronté des agents de la DTAM (Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer) sur un terrain à 5, dans une ambiance bon enfant. Un agent retraité est également venu prêter main forte à l'équipe !

Cette initiative a permis un rapprochement entre les services de l'État.



Contact : Edith Urtizbérrea, cheffe du pôle ressources humaines, formation et action sociale, et conseillère en mobilité-carrière/DRHM à la préfecture de St-Pierre-et-Miquelon (975).

Mél. edith.urtizberea@spm975.gouv.fr

Séances de bien-être en Corse du sud (2A)

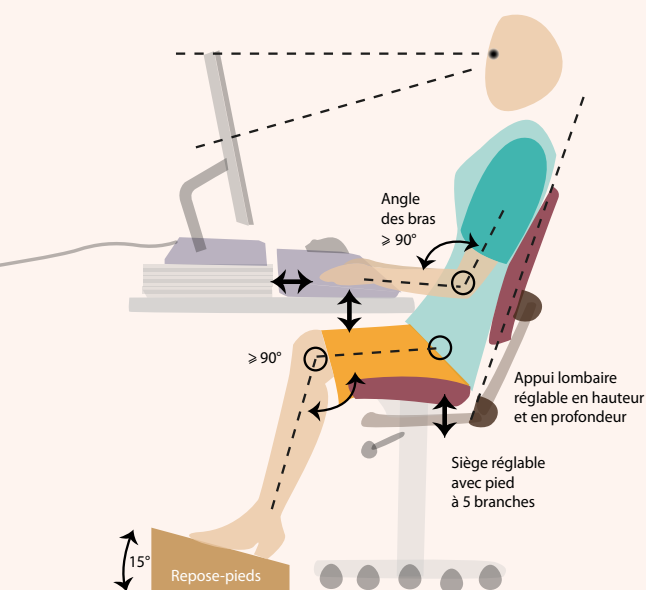
Dans le cadre de la prévention santé et notamment de la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS), le Secrétariat général commun départemental (SGCD) de la Corse-du-sud a lancé une campagne auprès d'un prestataire « massage AMA » qui est intervenu sur 4 dates tout au long de l'année en incluant 3 sites distincts en Corse du sud et au bénéfice d'une quarantaine d'agents (la préfecture, la sous-préfecture, le Secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR), le SGCD et le Centre de services partagés interministériel (CSPI).

Ainsi, après avoir équipé les agents en repose poignets, avec gel pour le clavier et tapis de souris, ces derniers ont pu prendre conscience de leur posture sur travail fixe (courbure, flexion, douleurs, tensions...), être soulagés des TMS et aborder les douleurs notamment du trapèze et des bras en lien avec l'utilisation prolongée du matériel informatique. Ce type de massage, assis confortablement sur une chaise spéciale, s'adapte parfaitement aux contraintes professionnelles et logistiques, puisqu'il ne nécessite qu'une petite salle isolée pour l'intervenant et 30 min de disponibilité pour l'agent. De plus, en cas de contraintes médicales (dos, cervicales ...) il est possible de traiter uniquement les zones mains/bras qui ne restent pas moins sollicitées avec la saisie clavier et l'utilisation de la souris.

Ces séances sont d'ailleurs venues compléter l'offre des ateliers de la Journée prévention santé (JPS) organisés par le SGCD de la Corse du sud avec le concours de la DRH et de la DRHFS du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Ces différentes approches du bien-être au travail incluant les TMS ont permis aux agents de bénéficier d'un temps d'échange constructif et de moments de détente nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie et conditions de travail. L'ensemble de ces thèmes ont également permis d'aborder autrement la vie au travail et furent un temps fort plébiscité à 100 %, renforçant par la même occasion les relations de proximité entre les agents et le réseau de prévention.

Contact : Valérie Dugad, conseillère de prévention pour le périmètre de la préfecture de Corse du sud - SGCD2A
Mél. valerie.dugad@corse-du-sud.gouv.fr



Le travail sur écran peut engendrer **divers symptômes** si la situation de travail n'est pas adaptée et si des troubles visuels préexistants ne sont pas détectés, ni corrigés.
Il s'agit généralement de **fatigue visuelle** et de **troubles musculo-squelettiques (TMS)**.

Pour en savoir plus :

Site Intranet de l'actio sociale/Boîte à outils/Documentations/La santé et sécurité au travail :

<http://actionsociale.interieur.ader.gouv.fr/index.php/boite-a-outils/documentation>



> **Mardi 28 novembre 2023** > **Formation spécialisée du comité social d'administration de réseau des préfectures et des Secrétariats généraux communs départementaux (FS CSAR PREF SGCD)** > Salle des Commissions à 14 h 30 - Immeuble Lumière - 40, av. des Terroirs de France - Paris 12^e.

Préfecture du Val-de-Marne (94) : une journée de découverte avec l'école de chiropraxie

Le service d'action sociale du Secrétariat général commun départemental (SGCD) du Val-de-Marne a organisé, les 4 et 11 octobre derniers, une journée de découverte de la chiropraxie.

Ce partenariat avec l'école de Chiropraxie d'Ivry-sur-Seine a permis à l'ensemble des agents de la préfecture et sous-préfectures de Nogent-sur-Marne et de l'Hay-les-Roses de profiter d'une séance de 30 minutes afin de soulager différentes douleurs.

Ce fut une réussite tant pour les étudiants en 5^e année qui ont pu mettre en pratique leur formation sous l'égide de leur professeur que pour le personnel qui a pu bénéficier d'un moment de détente et recevoir des conseils sur les postures à tenir en matière d'ergonomie.



Contact : Laetitia Maupied, responsable de l'action sociale/SGCD du Val-de-Marne.
Mél. laetitia.maupied@val-de-marne.gouv.fr



ACTION SOCIALE

Du côté de l'ANAS...

L'opération 17 Sourires : Une goutte de bonheur dans un océan de solidarité

C'est un fait bien établi que les nouvelles des journaux sont souvent remplies de tragédies et de défis à surmonter. Cependant, il est important de se rappeler que le monde est également plein d'histoires inspirantes, de moments de joie et de générosité qui illuminent nos journées. Aujourd'hui, nous partageons l'une de ces histoires pour apporter un peu de lumière dans vos vies.

Cette année encore, l'ANAS organise l'Opération 17 sourires. Elle a conquis nos cœurs et nous a rappelé que la solidarité peut transcender les frontières et les différences.

Le 13 décembre 2023, par le biais des sections départementales de l'ANAS, des forces de sécurité intérieure de toute la France vont s'unir pour apporter du bonheur aux enfants hospitalisés. Margency, Reims, Nantes, Toulouse, Aix-en-Provence, Agen, Périgueux, et même la Martinique seront le théâtre de cette action louable.

La vision de cet événement est simple : apporter un sourire aux visages des enfants, qui en cette période de Noël, sont hospitalisés et loin de chez eux. C'est une mission de générosité, de bienveillance et d'amour, orchestrée par ceux qui, au quotidien, veillent sur notre sécurité.



La Police nationale, le Raid, la BRI, la Police judiciaire, les sapeurs-pompiers, la Gendarmerie nationale, et bien d'autres unités se réuniront pour que la magie de Noël n'échappe à aucun enfant, malgré les circonstances difficiles.

Ce qui est remarquable dans cette opération, c'est qu'elle grandit d'année en année. La collaboration avec la Gendarmerie nationale du Val-d'Oise,

qui mettra à disposition ses effectifs, un hélicoptère, et même les majestueux chevaux de la garde Républicaine, illustre comment la solidarité peut unir des organisations différentes au service d'une noble cause.

En plus d'apporter de la joie aux enfants, l'opération vise également à rapprocher la police de la population, cela crée une image positive de nos forces de sécurité intérieure et montre qu'elles sont là pour servir, protéger et apporter du réconfort, non seulement dans les moments de crise, mais aussi dans les moments de célébration.

Cette histoire n'est qu'une parmi tant d'autres, mais elle nous rappelle que la bonté et la générosité sont partout, même au cœur des institutions chargées de faire respecter la loi. Alors que nous nous préparons à passer du temps en famille pendant les fêtes de fin d'année, souvenons-nous que le simple fait de donner un sourire peut illuminer la journée de quelqu'un.

Peu importe qui nous sommes ou d'où nous venons, nous pouvons tous apporter un peu de bonheur.

Alors sourions et partageons un peu de joie, car c'est ce qui fait briller notre monde.

Facebook : [ANAS du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer](#)
Site de l'ANAS : www.anas.asso.fr

Du côté de la FJM...

Goélia

Nouveauté : Ouverture d'une nouvelle Résidence !

Nous avons la joie de vous annoncer notre implantation à Vaujany (Isère), une station dynamique avec des infrastructures spectaculaires en été comme en hiver, directement reliée à la station de l'Alpe-d'Huez, un domaine skiable d'exception. Vous connaissez peut-être ce produit, qui était commercialisé jusqu'à une date récente par l'un de nos confrères. Cette résidence de tourisme 3* devient un produit Goélia, Gamme Cosy, avec une ouverture **dès le 23 décembre prochain**, sous le nom de « Résidence Goélia le Crystal ».

Site Goélia : https://billetterie.fjm-loisirs.fr/s/50749_360135_goelia

FONDATION
JEANMOULIN

Miléade

Nous vous proposons deux offres cumulables avec votre remise partenaire et la réduction « Quartiers d'hiver », pour une escapade cet hiver, seul, à deux ou pourquoi pas en famille pour les vacances de février.

Offres spéciales Solo & Duo valables du 2 novembre au 31 décembre 2023

Partez à prix doux cet hiver à la mer pour un séjour entre le 6 janvier et le 6 avril 2024 :

- **En SOLO** : votre supplément chambre individuelle offert avec le code promo MILSOLO23
- **En DUO** : -20 % sur le 2^e adulte avec le code promo MILDUO23

Offres cumulables avec votre remise partenaire et la réduction Quartiers d'Hiver.

Détails et conditions de l'offre : <https://reservation-partenaires.mileade.com/offre-solo-duo/>

Réservez en vous identifiant avec votre code partenaire et le code promotion : **MILSOLO23** ou **MILDUO23**.



Odalys

Vous retrouvez en famille ou entre amis et créer des souvenirs inoubliables c'est tout ce qui compte ?

En plus, il vous reste des jours à poser... ?

Et si vous vous laissiez tenter par un petit break pendant les vacances de Noël avec vos proches ?

Venez séjourner quelques jours au grand air, à deux pas des pistes, avec une vue à couper le souffle, une piscine pour vous relaxer après une bonne journée d'activités et bien plus encore !

Et si vous préférez la mer ou la campagne, pas de souci, nous avons tout ce qu'il vous faut, la magie de Noël vous suit partout !

Informations et réservations : **04 42 25 99 95** - Code partenaire : **75MINI**

Site Odalys : https://billetterie.fjm-loisirs.fr/s/50749_360154_odalys



DÉPARTS/ARRIVÉES

> Arrivées à la SDASAP/DRH



Fanny BRAMI, a pris ses fonctions en qualité de cheffe de section de la gestion et du pilotage des dépenses de l'administration centrale du bureau des affaires financières et de l'évaluation de la dépense (BAFED) en remplacement d'Hanissa Delli.



Léa GOURHAND LE CUNFF, a pris ses fonctions en qualité de chargée de mission santé et sécurité au travail au bureau des conditions de vie au travail et de la politique du handicap (BCVTPH) en remplacement d'Isabelle Claveau.

> Arrivée à la SDPASP/DRHFS

Henri-Claude MITHRA, a pris ses fonctions en qualité d'adjoint à la cheffe du pôle attribution des logements (SDPASP/BPMEL)

> Départs à la SDPASP/DRHFS

Josseline NERET, adjointe à la cheffe du pôle enfance (SDPASP/BPMEL) a rejoint la Direction nationale de la Police aux frontières (DNPAF).

Mathilde LE ROYER, instructrice au groupe d'assistance aux policiers victimes (SDPASP/GAPV) a rejoint une autre direction.

Ghazala NANTY, adjointe à la chargée de mission cellule analyse prévention suicide (SDPASP/CAPS) a rejoint la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) de la Seine-et-Marne [77].